

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



85/43

Notes pour une allocution
du secrétaire d'État aux
Affaires extérieures,
le Très honorable Joe Clark,
à l'occasion d'un déjeuner
réunissant le Club d'hommes
d'affaires canadiens et
le cercle des administrateurs
indonésiens

DJARKATA, Indonésie

19 juillet 1985

Je suis très heureux de me retrouver à Djakarta et d'avoir l'occasion de vous adresser ces quelques mots aujourd'hui. Je voudrais dans un premier temps passer en revue avec vous la conjoncture internationale, qui façonne les politiques commerciales et extérieures de l'ASEAN et du Canada.

Je voudrais en outre vous entretenir plus particulièrement de l'association qui attend de s'établir entre le Canada et l'Indonésie.

Nos deux pays ont en commun un certain nombre de problèmes d'ordre géographique, politique et économique: nous devons assurer les transports et les communications sur de vastes territoires, encourager des cultures différentes à prospérer ensemble, et renforcer la confiance ainsi que les liens d'investissement et de commerce à travers le Pacifique. Pour résoudre ces problèmes, nous devons apprendre à mieux nous connaître.

Voici plusieurs années, un auteur de la Colombie-Britannique qualifiait le Canada de "pays inconnu". Pour nombre d'Indonésiens, le Canada reste un inconnu, défini par ses frontières et sa situation géographique, mais non par sa nature profonde. Permettez-moi de vous présenter certains faits qui en disent long sur notre caractère et nos capacités. Nous avons été l'un des premiers pays à comprendre et à développer les utilisations de l'énergie nucléaire. Il y a une quarantaine d'années, nous avons la capacité de devenir un État doté d'armes nucléaires; pourtant, nous avons décidé de propos délibéré de ne pas mettre nos connaissances au service des armements, mais de les utiliser plutôt à des fins pacifiques. Nous sommes un pays dont la seule expérience de la colonisation est d'avoir été nous-mêmes colonisés, et par deux puissances de langues et de cultures différentes. Devenus indépendants, nous avons délibérément favorisé la vitalité de ces deux cultures et de ces deux langues, créant ainsi une tradition canadienne de diversité qui permet à des cultures différentes de s'épanouir librement dans un même pays. C'est cette tradition qui a conduit les Canadiens à répondre généreusement à la crise des réfugiés en Indochine. Au cours des dix dernières années, nous avons accueilli près de 100 000 réfugiés Indochinois, ce qui, en proportion de notre population, fait du Canada l'un des pays les plus accueillants pour les réfugiés de cette partie du monde.

Sur le plan industriel, nous sommes la neuvième économie du monde. Nos innovations nous ont placés à la fine pointe des technologies nouvelles en ce qui concerne la fibre optique, les télécommunications, les transports, la mise en valeur des ressources naturelles et les techniques géophysiques. Ce que nous avons appris, nous le mettons à

la disposition des autres par l'entremise d'un secteur privé intègre et dynamique, et par la voie d'organismes gouvernementaux comme l'Agence canadienne de développement international, qui participe cette année à 70 projets dans les seuls pays de l'ASEAN.

L'Indonésie s'étire de l'océan Indien à l'océan Pacifique et son territoire est entrecoupé de plusieurs mers. Le Canada pour sa part est baigné par trois océans - l'Arctique, le Pacifique et l'Atlantique. Une bonne partie de notre histoire nous est venue d'outre-Atlantique. Il est par ailleurs de plus en plus manifeste qu'une bonne partie de notre avenir se trouve outre-Pacifique. L'an dernier, notre commerce bilatéral avec les pays du Pacifique était plus important que celui avec les pays de l'Atlantique. Au cours des dix dernières années, nous avons reçu plus d'immigrants asiatiques que d'immigrants européens. Le nouveau gouvernement est fort conscient de l'importance de la dimension Pacifique dans l'image que le Canada renvoie au monde.

Certains problèmes doivent être réglés de toute urgence. L'imposant déficit commercial aux États-Unis et le chômage élevé dans des secteurs industriels clés continuent de renforcer les pressions protectionnistes; ces pressions sont également évidentes dans des économies où le déficit commercial n'est peut-être pas aussi spectaculaire qu'aux États-Unis. Dans plusieurs pays, l'accès au marché s'est resserré récemment dans divers secteurs dont l'agriculture, l'électronique grand public, l'automobile, le textile et le vêtement et l'acier. Ce phénomène pose un problème pour tous les gouvernements qu'intéresse le libre-échange. Si nous sommes obligés de concentrer notre attention sur la lutte contre le protectionnisme, il nous reste moins de temps pour édifier des relations nouvelles et plus ouvertes. Il nous faut chercher à renverser la tendance croissante vers le protectionnisme, partout dans le monde.

Le nouveau gouvernement conservateur au Canada reconnaît que le commerce contribue de façon vitale à la prospérité des économies du Canada et des pays de l'ASEAN. Comme vous, nous sommes conscients du fait qu'il nous faut être compétitifs dans le monde et nous acceptons de relever ce défi. À l'instar des nations de l'ASEAN, le Canada doit saisir toute occasion d'exportation qui se présente, qu'elle soit importante ou non et dans des secteurs traditionnels ou nouveaux. Cela exige que nous participions à la recherche de moyens d'améliorer l'accès aux marchés d'exportation dans un monde de plus en plus concurrentiel et protectionniste.

Les décisions qui seront prises au cours des quelques prochaines années au sujet des négociations commerciales délimiteront les paramètres du commerce pour le reste du présent siècle. Les travaux préparatoires d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales s'engageront vraisemblablement en 1986.

Ces négociations porteront sur les points suivants:

- A) la libéralisation des barrières tarifaires et non tarifaires;
- B) l'amélioration des règles commerciales pour favoriser un environnement commercial plus prévisible; et
- C) les améliorations à apporter au système commercial, y compris la modification du mécanisme de règlement des différends du GATT.

Les résultats du récent sommet économique tenu à Bonn peuvent nous donner un aperçu de la situation économique internationale dans les années à venir. Bonn a été l'un des sommets les plus difficiles. Toutefois, les discussions ont permis de mettre en relief l'interdépendance entre le monde développé et le monde en développement. Les participants ont reconnu par ailleurs qu'il était nécessaire de soutenir la croissance des échanges internationaux, d'abaisser les taux d'intérêt, d'ouvrir les marchés et de faciliter le flux des ressources vers le monde en développement, et également que l'aide publique au développement était essentielle pour permettre aux pays de parvenir à une croissance économique stable. Les vues des pays de l'ASEAN, communiquées par le ministre des Affaires étrangères Ritthauddeen en sa qualité de président du Comité permanent de l'Association, auront été fort utiles à cet égard, et le Canada en a tenu compte dans ses interventions à Bonn.

Les participants du sommet ont endossé le principe du renforcement de la Banque mondiale. De l'avis du Canada, il faudrait confier à la Banque un rôle plus différencié au chapitre du financement de l'ajustement et de la croissance à long terme de pays en développement comme ceux de l'ASEAN. Pour examiner les problèmes financiers spéciaux des pays qui ne comptent ni parmi les plus pauvres ni parmi les grands débiteurs, le Canada a proposé la création d'un mécanisme de financement intermédiaire de la Banque. Ce "troisième guichet" aiderait les Philippines (parmi les pays de l'ASEAN) et d'autres nations ailleurs dans le monde à renforcer et à diversifier leurs économies. Le ministre des Finances du Canada ne ménage aucun effort pour veiller à ce que cette question soit abordée à la réunion du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale qui se tiendra à Séoul en octobre.

Le Canada soutient en outre l'approche ponctuelle de la gestion des problèmes d'endettement dans le tiers monde. Il est par ailleurs sensible aux coûts socio-politiques de l'ajustement dans les pays débiteurs. Nous reconnaissons que les politiques de redressement doivent d'une part être crédibles pour les populations des pays moins développés et qu'elles doivent d'autre part maintenir cette crédibilité. Les politiques de redressement doivent d'abord et avant tout mener à une reprise de la croissance économique.

Le Canada accorde une haute priorité à la réalisation d'un consensus international qui déboucherait sur une revitalisation du système commercial multilatéral. Dans cette optique, je compte envoyer une mission ici en septembre, ayant à sa tête le chef de notre direction générale de la politique commerciale, pour rencontrer vos officiels et chercher ensemble les façons de contribuer à réaliser ce consensus.

Mon gouvernement vient tout juste d'annoncer la première d'une série de nouvelles initiatives dans le cadre de la stratégie commerciale nationale du Canada pour accroître les exportations et promouvoir l'investissement. La région de l'Asie et du Pacifique recevra une attention particulière. Nous affecterons d'autres ressources humaines et financières au développement et à la promotion des investissements, des technologies nouvelles et de l'esprit d'entreprise en vue d'assurer une présence économique à long terme et, je l'espère, mutuellement bénéfique dans cette région qui connaît une croissance dynamique.

L'économie de l'Indonésie a connu un essor réel tout au cours des années 1970 et jusqu'en 1981, alors que tous les pays ont été touchés par la récession mondiale. Après l'introduction de mesures correctives en 1983, le climat économique s'est amélioré au point que les institutions financières internationales tout comme les pays donateurs continuent de compter l'Indonésie au nombre des pays dont la solvabilité est excellente. C'est là une réalisation notable pour un pays dont la prospérité est directement liée aux marchés internationaux du pétrole et des produits de base.

En 1984, notre commerce bilatéral a atteint des niveaux sans précédent, et je suis heureux de voir à quel point le Canada participe déjà au développement économique de l'Indonésie. Nous avons fourni à l'Indonésie du matériel LANDSAT, du matériel de manutention du charbon, des chaudières industrielles pour le projet hydro-électrique Suralaya, ainsi que des avions. C'est ainsi que je me rendrai demain à l'île de Lambok à bord d'un Twin Otter conçu et assemblé au Canada. Un contrat a récemment été

signé pour la fourniture d'un laboratoire nucléaire; en outre, un mémorandum d'accord a été conclu entre organismes publics de nos pays concernant la menée de levés géologiques, et des consultations se sont ouvertes sur une coopération en biotechnologie.

Nous prenons activement part à la mise en valeur des ressources pétrolières et charbonnières de l'Indonésie. Par exemple, le Canada participe au projet charbonnier de Bukit Asam par le biais d'une facilité de crédit mixte SEE/ACDI et, à ce jour, l'industrie canadienne a fourni à ce projet pour plus de 100 millions de dollars en biens et services.

Nous reconnaissons l'importance que le gouvernement indonésien accorde à la fabrication locale et au développement d'une industrie nationale. Le Canada a déjà d'importants investissements directs en Indonésie - plus d'un milliard de dollars. La coopération industrielle, les investissements et le transfert de technologie jouent, dans notre relation commerciale bilatérale, un rôle important qui peut prendre encore plus d'ampleur. Peu de temps après mon arrivée hier, j'ai participé à l'annonce officielle de la coentreprise qui réunira la Manulife et le groupe Dharlama. D'autres coentreprises sont actuellement envisagées dans des secteurs aussi diversifiés que les télécommunications, les vaccins, les additifs pour combustibles, la biopharmacologie et l'acier inoxydable.

Nous connaissons bien les efforts du ministre des Affaires étrangères, M. Mochtar, pour concentrer une partie des énergies du Dialogue collectif ASEAN/pays du Pacifique sur la mise en valeur des ressources humaines. Nous partageons cet intérêt, comme en témoigne l'important programme d'aide au développement que nous mettons en oeuvre en Indonésie, et nous avons maintenu notre engagement de 1935 d'y consacrer approximativement 40 millions de dollars même si mon gouvernement est obligé de comprimer ses opérations. Outre la mise en valeur des ressources humaines, notre programme bilatéral mettra une insistance toute particulière sur la gestion des ressources renouvelables, y compris l'environnement. L'accord sur un programme général de formation, que j'ai signé ce matin, est un bon exemple de l'importance que nous continuons d'accorder à cette question. Nous espérons compléter éventuellement l'initiative par un programme d'appui du développement universitaire, ainsi que par de nouveaux programmes touchant la gestion des ressources en eau et le renforcement des institutions pour faciliter la conception et la planification des systèmes d'irrigation dans l'est de l'Indonésie, y compris la formation de personnel pour les questions environnementales.

Parmi les autres activités de l'Agence canadienne de développement international, mentionnons une aide financière au projet Bukit Asam, des ventes de potasse et l'organisation de séminaires commerciaux visant à mieux renseigner les exportateurs indonésiens sur la façon de se trouver des débouchés au Canada.

Je voudrais également mentionner les activités menées par le Centre de recherches pour le développement international, un organisme financé entièrement par le gouvernement canadien qui encourage la coopération dans le domaine de la recherche. Le CRDI a collaboré très étroitement à des projets avec des institutions universitaires et de recherches en Indonésie. En outre, la Fondation Asie-Pacifique mise sur pied au Canada il y a un an à peine a participé plus tôt cette année à une conférence mixte avec votre Centre des études stratégiques internationales. À mon avis, il importe de souligner que c'est en Indonésie que la Fondation a fait ses premières armes à l'étranger.

Vous pouvez trouver des Canadiens partout en Indonésie. L'un et l'autre pays se sont engagés dans une ère nouvelle de relations plus étroites et mutuellement bénéfiques. En fait, les Canadiens aident à fournir des services et des conseils techniques pour la construction de routes dans le nord-ouest de Sumatra et pour le développement de peuplements de transmigration en Irian Jaya; ils collaborent avec les Indonésiens pour préparer l'avenir de l'industrie du nickel à Sulawesi; ils mènent de grands projets d'infrastructure dans le sud de Sumatra - par exemple le projet charbonnier Bukit Asam. On retrouve nombre de mes compatriotes albertains dans les secteurs de l'exploitation pétrolière et des services pétroliers. Un Canadien vient de passer quelques années à étudier les orangs-outans à Kalimantan; un autre s'est occupé pendant plus de 20 ans des besoins médicaux des populations éloignées de l'Irian Jaya.

D'autre part, le Conseil des gens d'affaires Canada-Indonésie organisera une mission en Indonésie le mois prochain. Nous nous réjouissons de la présence de votre pays à Expo 86 à Vancouver; cet événement devrait être pour nos deux pays une excellente occasion de promouvoir le tourisme et les échanges. Nous accueillons volontiers cette participation et nous nous réjouissons à la perspective de nouveaux échanges de haut niveau.

Dans un large éventail d'activités, l'Indonésie et le Canada s'engagent dans une nouvelle ère de relations économiques plus étroites et mutuellement avantageuses. Cette visite, au cours de laquelle j'ai rencontré beaucoup de gens désireux de diversifier les liens avec le Canada non

seulement dans le secteur économique, mais aussi dans les domaines politique, social et culturel, m'a permis de mieux connaître votre pays. Je ne vous cacherai pas que le gouvernement du Canada et les Canadiens partagent cet intérêt à part entière.

Je vous remercie.